



Un budget 2013 morose mais un aréopage de ministres au Comité Technique Ministériel

Pour la première fois depuis bien longtemps, les ministres de Bercy ont présidé en force un CTM.

Pas moins de 4 ministres étaient présents : Monsieur Pierre Moscovici, Monsieur Jérôme Cahuzac, Monsieur Benoit Hamon et Madame Nicole Bricq.

Nos fédérations CFTC et UNSA ont apprécié à sa juste valeur ce geste de considération vis-à-vis du personnel.

Néanmoins, il ne fallait pas attendre grand chose de ce CTM dont le seul sujet à l'ordre du jour était le projet de loi de finances 2013 puisque les chiffres étaient déjà connus depuis quelques temps.

Nos fédérations CFTC et UNSA n'ont pas manqué d'ailleurs de dénoncer les suppressions d'emplois et le glissement sémantique qui fait que la RGPP est devenue Modernisation de l'action publique, tout en constatant que les mots changent, les concepts restent.

Nous avons dénoncé aussi le concept de ministères prioritaires, formule malheureuse, ce qu'a concédé le ministre Jérôme CAHUZAC.

Après la déclaration liminaire commune à l'ensemble des fédérations siégeant au CTM, Monsieur Moscovici a pris la parole, rappelant dans un premier temps les situations économiques internationale, européenne et nationale et enchaînant ensuite sur le contexte contraint de ce PLF 2013, tout en assumant les baisses d'effectifs et de crédit .

Il a affirmé la poursuite de la modernisation de l'action publique à Bercy en présentant trois axes prioritaires : la simplification des procédures, la poursuite du développement de la e-administration et l'adaptation de notre organisation territoriale.

A la DGFIP et à la Douane, un plan stratégique à l'horizon 2013-2015 sera élaboré.

Monsieur Moscovici a reconnu que les conditions de travail s'étaient dégradées et a rappelé le rôle prépondérant de l'encadrement qui doit se montrer vigilant afin de prévenir les problèmes liés à cette dégradation .

Monsieur Cahuzac s'est présenté comme le chantre de l'anti langue de bois, assumant lui aussi ce PLF de rigueur pour l'année 2013, estimant qu'il fallait en passer par là pour redresser les comptes publics très dégradés.

En outre, en ce qui concerne le réseau DGFIP, il nous a indiqué que la fermeture de services se ferait au cas par cas, en fonction des besoins du terrain.

Madame Nicole Bricq a acté la fin de la RGPP à Bercy mais a rappelé que nos ministères économiques et financiers avaient un devoir d'exemplarité...

Nous lui avons fait remarquer qu'en matière d'exemplarité nous avons déjà beaucoup donné, nos ministères étant les plus en pointe en matière de ratio de suppressions d'emplois.

Monsieur Benoit Hamon est intervenu sur le dossier de la DGCCRF, il a convenu des problèmes que rencontre cette administration dans le cadre de la REATE.

Il a acté la fin des suppressions d'emplois dans cette administration si malmenée.

Toutes les fédérations présentes ont condamné la fin des plans de promotion intra et inter catégorielles.

Pour les enquêteurs de l'INSEE, la circulaire sera signée très rapidement pour que les contrats prennent effet au 1er janvier 2013.

En ce qui concerne les mesures indemnitaires et catégorielles nouvelles, les ministres ont affirmé que la priorité serait donnée aux agents B et C.

Les budgets de l'Action sociale selon les ministres se verront maintenus.

Pas de grandes nouveautés donc à l'issue de ce CTM mais bien la confirmation, si besoin en était, que les temps deviennent encore plus durs à Bercy.

Nos fédérations CFTC et UNSA ne peuvent se satisfaire de cette situation dont les grands perdants sont une fois de plus les agents, travaillant dans des conditions de plus en plus dégradées sans réel espoir de voir ni leur carrière, ni leur pouvoir d'achat s'améliorer.